



Les blessés haïtiens trop chers pour les US

Par [Maître Gilles Devers](#)

Mondialisation.ca, 02 février 2010

[20minutes.fr](#) 2 février 2010

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Analyses: [HAÏTI](#)

On hallucine quand on lit un truc pareil : l'armée américaine a confirmé samedi avoir suspendu depuis mercredi ses vols d'évacuation d'Haïtiens grièvement blessés lors du séisme du 12 janvier en attendant une décision sur la prise en charge financière de leurs soins. Impensable !

C'est l'AFP et le New York Times qui expliquent, rapportant les propos du capitaine Kevin Aandahl, porte-parole de Transcom, l'unité de gestion des transports du Pentagone : « Nous avons temporairement suspendu les vols d'évacuation d'Haïtiens, mais nous avons les moyens de les reprendre. Apparemment, certains Etats US refusaient d'accepter l'arrivée sur leur sol de patients haïtiens pour des soins post-opératoires. Nous nous occupons de missions d'évacuation, mais nous ne pouvons transporter personne si nous n'avons aucun endroit pour nous poser ».

C'est la Floride, qui a râlé en premier, devant les coûts engendrés par les soins prodigués aux blessés. Le gouverneur, Charlie Crist (Ci-joint sa frimousse) a demandé au gouvernement fédéral de prendre en charge une partie de ces coûts, et en attendant il a fermé la porte. Son porte parole, Sterling Ivey, ajoute : « La Floride se tient prête à aider nos voisins en Haïti, mais il nous faut un plan d'action et de remboursement pour les soins que nous fournissons. » Donc, on aide si c'est bien payé. Et d'après l'AFP, d'autres Etats, dont la Géorgie, ont manifesté des refus identiques.

Le gouvernement fédéral a fait savoir hier qu'aucune solution n'avait été trouvée en vue de la reprise de ces vols, interrompus mercredi.

Voilà donc où nous en sommes, chères amies et chers amis. La plupart des blessés sont soignés sur place, notamment à bord du navire hôpital Comfort, posté devant Haïti. Mais pour les plus gravement atteints, il faut un vrai hôpital, et trois semaines après le séisme du 12 janvier, de nombreux de ces blessés attendent devant les portes fermées des hôpitaux US. Trop pauvres pour être soignés.

Alors, les autorités US peuvent bien nous sortir toutes les arguties et brancher la fabrique à salades et aux belles images sur CNN. La réalité s'exprime simplement : la première puissance économique du monde, qui finance 130 000 soldats en Irak, 70 000 en Afghanistan et s'apprête à en envoyer 30 000 de plus, ne peut pas accueillir sur son sol plus de quelques centaines de blessés haïtiens.

Haïti est blessé, mais les US sont malades.



Articles Par : [Maître Gilles Devers](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca